

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 19/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS

Service Foncier et Environnement
162 avenue du Haut Lévêque
cedex 08
33 600 Pessac

Références :
Code AIOT : 0005204707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS implanté ROUTE DE LARUNS 64260 Rebenacq. L'inspection a été annoncée le 17/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un appel téléphonique de Monsieur Guillaume LARTIGUE, responsable d'exploitation chez Heidelberg sur le secteur des Pyrénées-Atlantiques, il nous informe d'un incident de tir sur la carrière de Rébenacq, dont les projections sont sorties du périmètre et notamment dans l'enceinte du captage d'eau potable de l'Oeil du Neez, l'inspection de la DREAL s'est immédiatement rendu sur place.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HEIDELBERG MATERIALS FRANCE GRANULATS
- ROUTE DE LARUNS 64260 Rebenacq
- Code AIOT : 0005204707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Heidelberg Materials France est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n°4707/2025/79 du 21 juillet 2025, une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux, sur une superficie de 419 180 m², pour un volume totale à extraire d'environ 4 millions de m³ (d : 2,5 t/m³), sur une durée de 30 ans. Cette autorisation arrivera à échéance le 21 juillet 2055.

La production maximale autorisée de la carrière est de 600 000 tonnes par an. Cette carrière est associée à une installation de concassage criblage des matériaux d'une puissance de 1 500 kW et à l'exploitation d'une installation de transit de produits minéraux.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rapport d'accidents ou d'incidents	Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Abattage à l'explosif	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,2,2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 7,3,3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre à la DREAL un rapport d'incident, établi par un bureau expert en tirs d'explosifs, analysant les causes possibles de ces projections à l'extérieur du périmètre de la carrière.

Ce rapport d'incident doit définir les mesures à mettre en place pour éviter le renouvellement d'un tel phénomène.

Dans l'attente de cette analyse et des mesures à mettre en place, les tirs de mines sont suspendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport d'accidents ou d'incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/08/2025, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident ou d'incident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

Par communication téléphonique du 17 mars 2026 vers 16h15, le responsable d'exploitation de la société Heidelberg, a contacté la DREAL pour informer d'une projection de cailloux à l'extérieur du périmètre de la carrière, lors du tir de mines réalisé le matin.

L'inspection de la DREAL s'est immédiatement déplacé sur le site pour vérifier la nature de l'incident, en compagnie du chef de carrière et de l'animateur sécurité santé chez Heidelberg.

Le responsable d'exploitation a transmis la déclaration d'incident, en version dématérialisée le 18 mars 2026. Cette déclaration est accompagnée des documents liés à la préparation et à la mise en oeuvre du tir de mines, ayant été tiré le 17 mars à 10h46.

Il s'agit d'un tir réalisé avec 51 trous de 9 mètres de profondeur, avec une charge unitaire de 38,38 kg pour une charge totale de 1 700 kg, avec un maillage de 3,5 x 3,5 m et un amorçage par détonateurs Nonel sur 4 lignes.

Le plan de chargement indique une hauteur de bourrage des trous pour la première ligne entre 2,5 m et 3m , alors que les lignes suivantes ont une hauteur de bourrage de 2 m, ce qui semble un minimum.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'établir un rapport d'incident, par un bureau expert en tirs d'explosifs, analysant le plan de tir mis en place, les procédures de contrôles pour le chargement, l'orientation des surfaces de dégagement du tir, et définir si possible l'origine de cette projection à l'extérieur du périmètre de la carrière.

Ce rapport d'incident doit définir les mesures à mettre en place pour éviter le renouvellement d'un tel phénomène.

Dans l'attente de cette analyse et des mesures à mettre en place, les tirs de mines sont suspendus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 2,1,5,2,2
Thème(s) : Risques accidentels, Abattage à l'explosif
Prescription contrôlée : L'exploitation du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit préalablement un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Le plan de tir évite de diriger les projections vers l'ouest de la carrière, à défaut des mesures de prévention adaptées sont mises en places. Chaque trou de mine doit disposer d'un bourrage avec des matériaux adaptés, d'une hauteur minimale de 2,50 mètres. La charge unitaire maximale ne dépasse pas 60 kg. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables entre 9h00 et 17h00.
Constats : Le tir de mines du 17 mars 2026, dispose bien d'un plan de tir, avec le plan de chargement, le plan de foration, le plan d'amorçage et les résultats des mesures de vibrations. Le tir est orienté vers l'ouest mais en fond de fouille à plus de 15 m sous la crête ouest du bord de l'extraction. Selon le plan de chargement, il semble que la hauteur de bourrage soit réduite à 2 m, alors que la prescription de cet article, fixe une hauteur minimale de bourrage de 2,50 m. La charge unitaire de 38,38 kg est bien inférieure à la limite de 60 kg. Le tir de mines a bien été réalisé durant la période horaire autorisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier le respect de la hauteur minimale du bourrage à 2,50 m et des mesures qu'il met en place lorsqu'il oriente les tirs vers l'ouest de la carrière.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2025, article 7,3,3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des vibrations
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression. La station de mesure des vibrations sera défini selon la localisation et l'orientation du tir ainsi que la réponse du massif rocheux à la propagation des vibrations. Les stations de mesures régulièrement contrôlées sont définies à l'annexe 7. Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Une copie de ce registre est transmise mensuellement à l'inspection des installations classées.

En cas de plaintes, des mesures complémentaires de la surpression aérienne, couplées aux mesures de vibrations pourront être demandées par l'inspection des installations classées.
<p>Constats :</p> <p>Les résultats des mesures de vibrations du tir du 17 mars 2026 à l'habitation de Monsieur Bouhot n'indique aucun dépassement pour les valeurs de vibrations (1,15 mm/s en longitudinal), ni pour la pression acoustique (112 dBL).</p>
Type de suites proposées : Sans suite